La France centralisée liquide ses services publics. Où va l'argent ?

« La liquidation des services publics, commencée sous les gouvernements socialistes connaît avec Sarkozy une accélération sans précédent.

L'Occitanie est particulièrement touchée et ses régions rurales voient disparaître semaine après semaine, hôpitaux, bureaux de Postes, gendarmeries, écoles...

Ces derniers jours, c'est l'Education nationale qui annonce des fermetures de postes par centaines dans les collèges et les lycées.

Ceci se fait fréquemment dans des établissements rénovés ou équipés par les collectivités locales, au détriment de formations accessibles localement par les élèves...

Mais les postes d'enseignants dépendant de lÉtat, c'est eux qui font les frais des *«politiques d'économie»* à la mode UMP.

L'État liquide ses fonctionnaires et pourtant on ne note pas de réduction des impôts.

L'État consomme toujours autant d'argent, mais le service rendu se réduit de plus en plus. Où va l'argent ?

Il faut poser la question du fonctionnement de l'État.

Le système centralisé n'est plus adapté au fonctionnement de la société d'aujourd'hui.

Le Partit Occitan propose de remédier à cette carence de l'État central.

Pour cela, il faut une nouvelle répartition de la collecte des impôts : celle-ci doit majoritairement revenir au niveau régional car c'est là que se définit une politique au service des gens, en particulier dans les services publics.

Pour le Partit Occitan, la république centralisée n'est plus capable d'assurer la redistribution et la justice sociale. Sans remise en cause de ce fonctionnement hérité de l'Ancien Régime, il n'est pas de changement possible. »

000



